

À Tripoli, le clash des géants sunnites

LIBAN Les Libanais aux urnes pour les premières législatives en neuf ans

► Dans la plus importante ville sunnite du Liban, la bataille électorale oppose les quatre grandes figures sunnites du pays : Saad Hariri, Najib Mikati, Achraf Rifi et Faysal Karame.

► A la clé : le leadership de la communauté sunnite et, certains l'espèrent, le poste de Premier ministre.

REPORTAGE

TRIPOLI

DE NOTRE CORRESPONDANTE

La ville de Tripoli au nord du Liban est littéralement couverte d'affiches électorales. Les visages des quatre témoins de la communauté sunnite, Hariri, Karame, Mikati et Rifi, s'étalent sur tous les murs de la ville. Pas de place pour les novices dans cette course électorale : les trois premiers ont déjà été chefs du gouvernement libanais (poste réservé à la communauté sunnite), l'autre ministre de la Justice. Tous savent que pour atteindre de nouveau le sommet de l'État, il sera difficile de se passer du soutien des 350.000 électeurs de Tripoli. Dans une ville qui est aussi la plus pauvre du pays, ils ne lésinent pas sur les moyens.

« Moi je vais voter pour Hariri. Il a fait beaucoup pour nous, il nous aide à trouver du travail. à couvrir nos frais d'hôpital... Plusieurs membres de ma famille doivent leurs emplois à Hariri, c'est une façon de re-payer », explique Mohammad Nashar, en sirotant son café à côté d'un poster géant du Premier ministre actuel. C'est la première fois en neuf ans que les Libanais se rendent aux urnes dans le cadre d'élections législatives.

Ce système clientéliste ne date pas d'hier. Tripoli accueille à la fois les plus pauvres du Liban et quelques millionnaires qui ont peu investi dans le développement économique. La ville a pourtant des atouts : elle dispose d'un important réseau d'infrastructures dont un port, un aéroport, une gare, une foire internationale et même des raffineries de pétrole. Mais à l'exception du port, tout est à l'abandon. Aujourd'hui, Tripoli est rongée par la pauvreté et ses habitants asservis par une classe politique qui monnaye services contre loyauté.

« Je ne veux plus quêmander de l'argent à la porte de politiciens, je veux voter pour quelqu'un qui va développer nos quartiers et créer des emplois mais ce n'est pas d'actualité. Les gens vont voter pour celui qui offrira le plus d'argent. C'est comme ça qu'on pense quand on est pauvre et qu'on n'a pas de quoi se payer une maison ou nourrir ses enfants », explique

Ali, un chômeur de 37 ans rencontré dans le quartier de Jabal Mohsen.

Les quartiers de Jabal Mohsen et Béb el Tebbenah sont les plus pauvres de Tripoli. De confessions différentes (le premier ala-wite et l'autre sunnite), ils ont subi de plein fouet le conflit en Syrie voisine. À partir de 2011, beaucoup de jeunes ont reçu de l'argent de politiciens locaux pour affronter leurs voisins. Après plusieurs attentats, des bombardements et des dizaines

de morts, l'armée fait taire les armes en 2014. Depuis, l'argent a cessé de couler, et la situation économique s'est encore dégradée. Les habitants de ces quartiers estiment le taux de chômage à 80 %.

« Personnellement, je me sens proche des idées de la société civile, mais j'ai rencontré un responsable du Courant du Futur (le parti de Hariri, NDLR) et il m'a dit que si j'ouvrais un petit bureau pour le parti et que je votais pour sa liste, il me trouve-

rait un emploi. Il a déjà payé l'hospitalisation d'un de mes proches alors je le crois. Il faut être réaliste, qu'est-ce que la société civile va m'offrir ? », s'interroge Sleiman.

À la mi-journée, les rues paraissent étrangement calmes. Dans les bureaux de vote, on estime la participation à 20 %. Les délégués des partis présents sur place espèrent que les votants afflueront plus tard dans l'après-midi... quand ils auront été

payés.

« Les gens attendent chez eux. Vers 16 h quand ils recevront un coup de téléphone leur disant d'aller voter contre 50 ou 100 dollars, ils viendront », détaille un délégué de la liste de Najib Mikati qui souhaite garder l'anonymat.

Face aux quatre leaders sunnites, la société civile tente pour la première fois une percée. Ils ont à peine les moyens de se payer des affiches mais croient au changement.

« Je suis sur le point d'émigrer pour trouver du travail mais j'ai encore une petite lueur d'espoir pour ce pays », indique Samir, un étudiant de 22 ans membre du mouvement Koulna Watani. Cette coalition de la société civile a présenté des listes dans neuf des quinze circonscriptions que compte le Liban.

Samir et les électeurs de la société civile se font discrets. Dans un bureau de vote, une jeune femme nous explique sous couvert d'anonymat qu'elle a accepté d'être déléguée d'un grand parti pour toucher 200 dollars mais qu'en réalité elle a voté société civile : « Ce n'est plus possible, les mêmes politiciens se moquent de nous depuis des dizaines d'années, de père en fils, il faut des visages nouveaux, il faut du changement. » ■

CHLOÉ DOMAT